

Fontaine, notre planète commune, écologique et solidaire

Se loger dans notre cité, utopie ?

La politique de l'habitat du maire et de la majorité municipale est un véritable échec, mettant en lumière une incohérence entre discours et actions.

Autrefois, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, ces mêmes élus fustigeaient les municipalités précédentes, qualifiées de « bétonneuses » pour leurs projets immobiliers.

Aujourd'hui, ils se réjouissent de pouvoir répondre à la loi SRU et au Plan Local de l'Habitat (PLH) de la Métropole grâce à des réalisations anciennes, se donnant des bons points, y compris pour le bon niveau de recettes fiscales issues de la taxe foncière, tout en négligeant les besoins des habitants.

Par choix politique, la municipalité actuelle a fait disparaître tous les hébergements d'urgence (Cachin, la chauve souris) y compris pour les agents communaux privés de se loger dignement à proximité de leur lieux de travail.

Ce renoncement, qui prive les plus fragiles de toute solution, et ce manque de solidarité révèlent une déconnexion profonde entre les priorités du maire et les réalités sociales du terrain.

Le projet des Portes du Vercors, tel que porté par la municipalité actuelle, aggrave les déséquilibres : ses logements, trop onéreux pour la majorité des habitants, ne répondent pas aux besoins et, avec seulement 20 % de logements sociaux, font reculer le taux global de la commune. De plus, les modifications du PLUI effectuées par cette même municipalité freinent la production de logements sociaux dans plusieurs secteurs et organisent, de fait, une ségrégation sociale à l'échelle du territoire.

Ironiquement, cette municipalité se trouve aujourd'hui contrainte de relancer des projets (La Cloche, Strazzeri) qu'elle avait elle-même combattus lorsqu'elle était dans l'opposition.

Plus préoccupée par l'atteinte de quotas légaux et des intérêts fiscaux que par une véritable volonté d'équilibre social, cette municipalité se prive des moyens nécessaires pour répondre aux défis actuels, laissant beaucoup d'habitants dans l'incertitude et la précarité.

Jean-Paul Trovero (PCF), président

Amélie Amore (PS),
Raymond Souillet (société civile)
Laurent Jadeau (PCF)

Oser à fontaine

Notre groupe politique se bat pour les droits des femmes.

Nous avons voté l'IVG médicamenteuse au Centre de Santé Sexuelle, en rappelant l'importance de la prise en charge du CHU du fait des douleurs et nombreux saignements. Cet IVG permet d'éviter l'anesthésie et la chirurgie mais n'est possible que jusqu'à la 7ème semaine de grossesse. Les hôpitaux peuvent alors se concentrer sur les grossesses plus avancées : en vingt ans, le ratio entre avortements médicamenteux et instrumentaux s'est inversé.

Mais restons néanmoins vigilants car des obstacles perdurent. L'IVG est désormais inscrite dans la Constitution mais encore faut-il lui donner les moyens de la réaliser. Et c'est là que le bât blesse... Le recours à l'avortement, en hausse ces dernières années, reste inégal selon le profil ou le niveau social des femmes et selon la disponibilité des structures locales.

En 2022, 234 300 IVG ont été enregistrées en France, soit 17 000 de plus qu'en 2021 (source Drees). Elles concernent essentiellement des femmes jeunes (hausse plus marquée chez les 20-29 ans). L'allongement de deux semaines du délai légal de recours (loi de mars 2022) ne l'explique pas car les IVG tardives représentent moins d'1/5 du surplus observé.

D'autre part, peu de professionnels les pratiquent aujourd'hui : seulement 2,9 % des généralistes et gynécologues et 3,5 % des sages-femmes (Rapport parlementaire 2020).

L'IVG repose donc sur une poignée de praticiens militants bientôt à la retraite.

De plus, la clause de conscience (Loi Veil) crée des disparités territoriales avec allongement des délais de consultation et trajets. Le Planning Familial estime que 130 centres d'IVG ont fermé leurs portes en 15 ans. 17% des avortements sont réalisés hors département. Enfin, la Drees souligne que les femmes aux revenus plus modestes ont plus souvent recours à l'IVG. Pour toutes ces raisons, notre groupe politique encourage chacune et chacun de nous à mener ce combat essentiel pour les droits des femmes.

Sophie Romera (L'APRÈS), présidente

Jérôme Dutroncy (LFI)